

Questionnaire administré (En face à face)

Nom du répondant : Diallo

Prénom du répondant : Sekou Oumar

Fonction du répondant : Secrétaire exécutif

Tel : (00224) 620-040-506

E-mail : sekououmar.diallo@mplan.gov.gn / stpndesguinee@gmail.com

Date de l'entretien : Lundi 04 Octobre 2021

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
État de développement du système national de S&E des politiques publiques	QE1. Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Oui, il y'a une instance de coordination au niveau national. Celle-ci se trouve à la primature. Dans le dispositif institutionnel de S&E du PNDES (DISE), c'est le cadre de concertation et de coordination (CCC) qui joue ce rôle au niveau de la primature.
	QE2. Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	Le S&E de tous les projets, programmes et politiques publiques s'arrime au dispositif institutionnel de S&E du PNDES (DISE).
	QE3. Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	L'évaluation du PNDES 2016-2020 a révélé que les revus sectorielles périodiques n'ont pas été effective. Nous en sommes conscients car il faut de l'argent pour faire fonctionner un groupe de travail technique.
	QE4. Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	Oui.
	QE5. La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?	Oui. En ce qui concerne le secrétariat technique du PNDES, le processus est ouvert à toutes les parties prenantes (ETAT Collectivités locales, Secteur privé, ONG et Partenaires techniques et financiers)
Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des politiques publiques	Cadre juridique et organisationnel du S&E des politiques publiques	
	QE6. Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.	L'arrêté portant fonctionnement du dispositif institutionnel de S&E du PNDES.
	QE7. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?	Le secrétariat technique du PNDES est l'organe de coordination du S&E au sein du gouvernement. Dans chaque ministère, il y a le bureau de stratégie et développement (BSD) qui fait office de S&E.
	QE8. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?	Oui. Mais je n'ai jamais vu un rapport de S&E du parlement.
	QE9. Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
	QE10. Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?	Le dispositif institutionnel de S&E du PNDES (DISE) est le seul que je connais. La cohérence du DISE n'est plus à démontré.

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
	Cadre opérationnel	
	QE11. Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?	Il n'y a pas de budget public malheureusement. Le travail de S&E est appuyé par les partenaires dont la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et le système des nations-unies.
	QE12. Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	Il est difficile de faire une programmation à l'absence de budget.
	QE13. Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	Je ne peux pas vous donner un chiffre.
	QE14. Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	Je ne peux pas vous donner un chiffre.
	QE15. Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	Au sein de l'exécutif c'est le ministère du plan et du développement économique à travers le secrétariat technique du PNDES qui est d'ailleurs devenu la direction nationale de S&E à travers le décret D/188/PRG/SGG portant attribution et organisation du ministère du plan et du développement économique.
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des politiques publiques	Production et diffusion des données et résultats du S&E	
	QE16. Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	Les rapports de S&E sont publiés sur le site internet du secrétariat technique du PNDES.
	QE17. Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	Je n'ai pas d'idée sur la question.
	QE18. Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture..] ? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels (<i>chercheurs</i> ..) ?	Oui, il y a des évaluations sectorielles qui sont disponibles pour le grand public en ligne.
	QE19. Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	En ce qui concerne le PNDES, c'est le site internet du secrétariat technique du PNDES qui vulgarise les rapports.
	QE20. Quel est le niveau d'intégration des bases de données statistiques du S&E des politiques publiques du pays ?	Le secrétariat technique du PNDES et l'institut national de statistique relèvent tous du ministère du plan. Donc les deux sont complémentaires. Les données du PNDES sont collectées par l'institut national de statistique.
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	Oui, c'est la commission économique et finance du parlement.
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	Je n'ai pas d'idées sur la question.
	QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?	Les rapports de S&E du PNDES sont présentés au parlement car c'est une exigence pour l'appui budgétaire de l'Union européenne.
	QE24. Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du	Je n'ai pas d'idées sur la question.

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
	développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?	
Principaux acteurs dans le S&E des politiques publiques	Attributions et rôles	
	QE25. Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?	Oui ; les acteurs sont mentionnés dans le DISE.
	QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?	Oui. L'arrêté sur le DISE repartit les rôles et responsabilités de chaque acteur engagé dans le PNDES. Toutefois, il faut reconnaître que les gens ne font pas la différence entre S&E et les autres concepts assimilés comme l'audit et le contrôle.
	QE27. Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?	Le cadre de concertation et de coordination permet à l'ensemble des acteurs de S&E au niveau national d'échanger avec l'ensemble des parties prenantes.
	QE28. Quel est le niveau de dépendance de ces acteurs principaux du S&E à l'égard des aléas politiques ?	La création du secrétariat technique du PNDES ainsi que la mise en place du dispositif institutionnel de S&E (DISE) relève d'une forte volonté politique. C'est la première fois dans l'histoire du pays d'avoir un dispositif national de S&E.
Utilisation des résultats issus du S&E dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques	Utilisation et influence	
	QE29. Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?	Nos rapports de S&E sont discutés en interne au sein du département du plan et au niveau de la primature avec l'ensemble des parties prenantes.
	QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?	Non.
	QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?	Non pour le moment.
	QE32. Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du S&E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?	L'Union Européenne conditionne son appui budgétaire par la réalisation des rapports annuels de performance du PNDES. Peut-être c'est la seule contrainte.
Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&E des politiques publiques	Organisations de la Société Civile (OSC)	
	QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?	Les OSCs sont consultés dans le S&E du PNDES. On a fait de même lors de l'évaluation de la mise en œuvre du PNDES.
	QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?	Les OSCs ne font pas l'évaluation de politique publique à ma connaissance. En tout cas je n'ai pas vu leur rapport.
	Bailleurs de fonds	
	QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?	En matière de S&E des politiques publiques, les partenaires au développement font un appui technique par la mise à disposition des experts et un appui financier. Les partenaires ont beaucoup appuyé le secrétariat technique

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
		du PNDES qui n'avait pas de budget lors de sa mise en place.
	QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?	Les partenaires au développement font partir du dispositif institutionnel de S&E du PNDES (DISE). Ils sont membres du cadre de concertation et de coordination qui se tient chaque semestre à la primature.
État de professionnalisation du S&E des politiques publiques	Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&E	
	QE37. Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?	Le renforcement de capacité existe dans notre plan d'action mais on n'a pas pu le faire par manque de moyens financiers.
	QE38. Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?	Oui il y a des organisations professionnelles d'évaluateurs.
	Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&E	
	QE39. Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures..) ?	Non.
	QE40. Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	Cela n'existe pas.